

N° DP 24/220

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 20 000 € A L'ASSOCIATION "888 ROAD TO 24H" - ANNEE 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la commission Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche du 30 janvier 2024,

VU l'avis favorable de la commission Attractivité Economique et Développement Numérique du 1^{er} février 2024,

VU le projet de convention annexé à la présente décision,

CONSIDERANT la demande de participation financière de l'association « 888 ROAD TO THE 24H » ayant pour objet l'organisation d'actions de promotion et de sensibilisation au sport automobile de haut niveau et aux valeurs et compétences qu'il exige,

CONSIDERANT que l'association mettra en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses actions, en organisant différentes journées d'animation et d'information,

CONSIDERANT que Fabrice ROSSELLO, président de l'association « 888 ROAD TO 24H » et pilote de haut niveau est un ambassadeur de choix pour assurer le rayonnement de la Métropole TPM au travers de son association,

CONSIDERANT que les sportifs de haut niveau véhiculent des valeurs telles que le dépassement de soi, le goût de l'effort et le respect de l'autre,

CONSIDERANT le caractère exceptionnel de cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SOUTENIR l'association « 888 ROAD TO 24H » à hauteur d'un montant maximum de 20 000 € (vingt mille euros) au titre de l'année 2024.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention de subventionnement annexée à la décision.

ARTICLE 3

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 4 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires sont disponibles sur le Budget Principal 2024, opération 52264, de la manière suivante :

- 10 000 € sur l'imputation 52264/TOUR/633/65748,
- 10 000 € sur l'imputation 52264/ENSSUP/23/65748.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **14 MAR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



1. 1000 1000

**CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT
AVEC L'ASSOCIATION « 888 ROAD TO 24H »
ANNEE 2024**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107, Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à signer cette convention par décision N°.../... du .../.../2024 ;

Ci-après dénommée « TPM »,

d'une part,

ET :

L'association « 888 road to 24h », ayant son siège social 888, chemin de Fuméou, 83160, La Valette du Var, représentée par son Président, Monsieur Fabrice ROSSELLO, dûment autorisé à signer la convention.

Ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – EXPOSE DES MOTIFS

L'association a pour objet l'organisation d'actions de promotion et de sensibilisation au sport automobile de haut niveau et aux valeurs et compétences qu'il exige.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses actions en organisant différentes journées d'animation et d'information. Les modalités pratiques seront définies ultérieurement.

- Actions pédagogiques en lien avec les établissements d'enseignement supérieur du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, visant à la découverte des métiers liés au sport automobile de haut niveau et à l'émergence de partenariats et de projets communs.

- Actions pédagogiques auprès des jeunes et scolaires du territoire pour les sensibiliser aux sujets liés à la sécurité routière :
 - Intervention de F. ROSSELLO (pilote), présentation de la F3 ;
 - Sensibilisation des jeunes au sport automobile de haut niveau et à la sécurité routière. Evénement organisé au palais des sports de Toulon. (Date à définir)
- Actions de promotion et de découverte du sport automobile à destination du grand public et des acteurs socio-économiques du territoire (AFUSI, ADETO, ...). Date et lieux à définir

Intervention de F. ROSSELLO (pilote), présentation de la F3 à l'occasion des événements suivants :

- Cérémonie de remise des prix « Métropole Toulon Méditerranée 2024 ».

Le plan de financement prévisionnel est annexé à la présente convention.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la Décision Président N° .../... du .../.../2024, TPM s'engage à soutenir financièrement l'association à hauteur de 20 000 €.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

La subvention de 20 000 € sera versée à l'association selon les modalités suivantes :

- 70%, soit 14 000 €, à la signature de la présente convention ;
- Le solde, soit 6 000 €, sur présentation des documents suivants :
 - Etat récapitulatif des dépenses détaillées et des recettes détaillées du programme annuel ou de l'action précédemment citée, réalisées par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier
 - Bilan de communication fourni par le service Attractivité et Grands Evénements de TPM à renvoyer accompagné des pièces demandées (affiches, flyer, revue de presse, programme ...)
 - Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice (dépenses et recettes) de l'association tels qu'ils ont été présentés devant le Conseil d'Administration, visés par le Président et certifiés par le Commissaire aux comptes.

Dans le cas où, après vérification des comptes de l'association, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant prévu dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera calculé au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé et à tenir l'enregistrement de ses engagements.

L'association s'engage à communiquer à TPM, au plus tard le 30 juin de l'année, suivant la date d'arrêt des comptes, le compte d'emploi de la subvention attribuée accompagné du rapport d'activités dans ce domaine, pour l'année écoulée et du rapport financier correspondant.

L'association s'engage à fournir à TPM les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes de l'association.

Engagements spécifiques en matière de communication :

Tout support de communication où le logo de la Métropole TPM apparaîtra (carton d'invitation, signalétique, badges, textile ou objet promotionnel, encarts publicitaires...) devra faire l'objet d'une validation préalable par le service communication de TPM

- L'association s'engage à transmettre à TPM – service communication le programme de la manifestation 15 jours avant.

L'utilisation du logo est soumise au respect de la charte graphique présente et téléchargeable sur le site Internet de TPM : www.metropletpm.fr

Toute utilisation du nom et/ou du titre de Monsieur Le Président devra au préalable avoir été validé par le service de communication de TPM.

A l'issue des événements, rencontres et actions pédagogiques l'association devra transmettre un bilan communication (recueil des retombées médias, affluence du public, présence de personnalités...) avant la fin de l'année en cours.

L'association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptable.

ARTICLE 6 - ORGANISATION LOGISTIQUE ET DIVERS

L'association prendra en charge :

- Le montage des dossiers d'information et de la publicité (réalisation et diffusion des programmes, tracts, articles de presse, invitations...) relative à la programmation, et de manière générale toute mission de relations publiques.

ARTICLE 7 – DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an sur l'exercice comptable 2024.

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

En cas de non-respect de l'une ou l'autre des parties des obligations réciproques convenues, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 8 – REVERSEMENT DE LA SUBVENTION EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, celle-ci reversera à TPM les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans la présente convention.

En cas de non réalisation des actions du fait de l'association, celle-ci reversera la totalité des sommes versées par TPM.

ARTICLE 9 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données :

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles :

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

Destinataires des données personnelles :

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

Conservation des données personnelles :

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

Sécurité des données personnelles :

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence

Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 11 : ANNEXE

La présente convention comporte une annexe : Annexe n°1 : Plan de financement prévisionnel.

L'annexe 1 fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Toulon en 2 exemplaires, le

Pour l'association
« 888 ROAD TO 24H »
Le Président

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Le Président

Monsieur Fabrice ROSSELLO

Jean-Pierre GIRAN

BILAN ANNUEL PREVISIONNEL : 888 ROAD TO 24H

Exercice 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
60 - Achats	25000	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0
Prestations de services	25000		
Achats matières et fournitures		74 - Subventions d'exploitation	21000
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	6000		
Locations	6000	Région(s) :	
Entretien et réparation		Département(s) :	
Assurance		TPM	20000
Documentation		Intercommunalité(s) : EPCI	
62 - Autres services extérieurs	55000	Commune(s) : TOULON	1000
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Organismes sociaux (détailler) :	
Publicité, publication		Fonds européens	
Déplacements, missions	54950		
Services bancaires, autres	50		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération,			
Autres impôts et taxes			
64 - Charges de personnel	0		
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65 - Autres charges de gestion courante	0	75 - Autres produits de gestion	65000
		Dont cotisations, dons manuels ou legs et sponsoring	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	0
67 - Charges exceptionnelles		77 - produits exceptionnels	0
68 - Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	0
TOTAL DES CHARGES	86000	TOTAL DES PRODUITS	86000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et service		871 - Prestations en nature	
862 - prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	86000	TOTAL	86000
RESULTAT			0

Président

Trésorier




Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Rossello, Fabrice, président

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

888, road to 24h

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 16/01/24

à La Valette du Var

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Rossello, Fabrice

Signature



